

## **Compte-Rendu du Conseil Municipal du 28 Juin 2011**

Nombre d'élus : 23

En fonctions : 23

Présents : 17

**Sous la présidence de M. STRAUB, Maire**

**Etaient présents:** Mmes GAUGIN - MAHIEU - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS -Adjoint.

Mmes ANTOINE - DILLER - FLORI

M. KAUFFER - BRABLE - CORTINA - OMINETTI - QUINIO - PERRET - VINCENT Conseillers.

**Absentes excusées:** Mme PATRICOLA → proc à Mme MAHIEU  
Mme HERZHAUSER

**Absents** Mme CUSUMANO - Mme ANDRE  
M. TISON - M. LORANG

**Date d'envoi de la convocation : 24 juin 2011**

*Secrétaire de séance : Mme FLORI*

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du Compte rendu du CM du 17 juin 2011
2. Enregistrement des débats des séances du Conseil Municipal – Rédaction des comptes rendus des débats du Conseil Municipal – Décisions à intervenir.
3. Révision simplifiée du PLU
4. Mise en œuvre d'un projet urbain partenarial
5. Ravalement des façades – Décision à intervenir
6. Jury Criminel 2012
7. Résultat d'appel d'offres
8. Changement du parc informatique aux écoles
9. Délibération budgétaire modificative
10. Achats terrains – Succession EMBRY
11. Action en justice – Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la Commune – G2A Développement
12. Animations estivales – Embauche d'animateurs occasionnels
13. Juillet 2011 – Repas pris par les enfants en classe de soutien
14. Personnel communal – Modification du tableau des effectifs
15. Droit de préemption urbain
16. GrDF – Compte rendu annuel d'activité 2010

17. Remboursement de sinistre

18. Divers

### **1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 JUIN 2011**

**M. QUINIO** déplore que son intervention lors de la réunion du 17 juin ait été résumée à l'excès notamment concernant l'absence de réunion d'information des riverains relative au projet EIFFAGE. Il regrette que ses propos de même que ceux de M. CORTINA soient relatés de façon beaucoup plus succincte que ceux de M. le Maire. M. QUINIO demande que toutes les interventions soient retranscrites de façon objective et équilibrée.

**M. CORTINA** lit un texte qui reprend pour l'essentiel celui du 17 juin et regrette également qu'il ait été excessivement résumé.

Le compte rendu du Conseil Municipal du 17 juin est mis au vote :

16 voix pour 2 voix contre (M. QUINIO et CORTINA).

### **2) OBJET : ENREGISTREMENT DES DEBATS DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL – REDACTION DES COMPTES RENDUS DES DEBATS DU CONSEIL MUNICIPAL - DECISIONS A INTERVENIR**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

#### **a. Enregistrement des débats**

M. CORTINA a souhaité lors de la réunion du Conseil Municipal du 17 juin 2011 que les débats soient enregistrés afin que des procès-verbaux soient rédigés en lieu et place des comptes rendus actuels dont l'objectivité est fréquemment contestée par quelques conseillers.

Les procès-verbaux relatent la totalité des échanges pratiquement in extenso. Ils sont d'usage dans les grandes villes.

Ils nécessitent l'achat de matériels coûteux et surtout un important travail administratif que le personnel peut difficilement assumer dans une commune de petite ou moyenne importance, ceci d'autant plus qu'un tel procès-verbal ne dispensera pas de rédiger des comptes rendus classiques destinés à la Préfecture ou autres organismes et également destinés à l'affichage.

Monsieur le Maire se prononce donc franchement contre cette requête.

M. QUINIO considère qu'il est bon d'enregistrer les débats dans leur intégralité mais il reste favorable à la rédaction d'un compte rendu des séances à condition du respect de l'équilibre en fonction des temps de parole.

M. NICOLAY considère que la mise en cause de la secrétaire de séance par M. CORTINA est inacceptable et il précise que d'après la loi, «il ne saurait être exigé de faire une relation complète d'une séance qui peut durer des heures».

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de ne pas procéder à l'enregistrement des Conseils Municipaux.

Adopté par 15 voix pour, 2 voix contre (M. CORTINA et QUINIO) et 1 abstention (M. KAUFFER)

#### **b. Rédaction des comptes rendus des séances du Conseil Municipal.**

Par ailleurs, Monsieur le Maire demande également au Conseil Municipal de se prononcer au sujet des déclarations préalablement préparées dont la parution dans le compte rendu est demandée. Il semble difficile de l'accepter pour les uns et pas pour les autres.

Monsieur le Maire demande au Conseil d'accepter de continuer à travailler selon le principe du résumé des débats.

De toutes façons, le Conseil dispose du droit de rejeter ou d'approuver les comptes rendus du Conseil Municipal précédent au début de chaque séance.

Il précise que depuis le début du mandat, 26 comptes rendus ont été appelés à être approuvés en Conseil, soit environ 520 opinions émises sur une base d'une vingtaine de conseillers par séance. Il constate que seulement 3 abstentions et 6 votes d'oppositions ont été relevés compte tenu de la délibération de ce jour.

M. le Maire considère que ces précisions étaient indispensables car ces critiques sont destinées à jeter le doute dans l'opinion publique quant à l'objectivité des comptes rendus. Les votes enregistrés confirment cette objectivité.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de continuer à relater des conseils municipaux sous forme de compte rendu résumant les propos de chacun et de ne pas retranscrire dans leur totalité de longues déclarations préalablement préparées.

Adopté par 16 voix pour et 2 abstentions (M. CORTINA et QUINIO)

### 3) OBJET : REVISION SIMPLIFIEE DU PLU n°1

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

M. BRABLE explique que le Plan local d'Urbanisme tel qu'il a été approuvé le 17 mai 2010 nécessite une procédure de révision simplifiée qui a pour objet le déclassement d'un espace boisé classé.

En effet, lors d'un POS précédent, un emplacement réservé n°3-10 a été inscrit sur une partie d'un terrain de la rue du Saint Quentin sis en section 1 n°91 en vue de l'aménagement d'un parking. Or, la totalité de ce terrain se trouve en « espace boisé classé » où un tel aménagement n'est pas autorisé.

Il convient donc, afin de réaliser cet aménagement, de déclasser la partie concernée en procédant à une révision simplifiée du PLU, une simple modification n'étant pas possible du fait du site classé.

Considérant le PLU tel qu'il a été approuvé par délibération en date du 17 mai 2010,

➔ il y a lieu de mettre en révision simplifiée le PLU conformément à l'article L 123-13 du code de l'Urbanisme.

➔ il y a lieu de fixer les modalités d'une concertation conformément à l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme.

M. CORTINA constate qu'il n'est toujours pas tenu compte de sa remarque relative aux maisons remarquables de la Voie de la Liberté dont la liste doit être, selon lui, révisée.

M. BRABLE précise que le point concerne la révision n°1 du PLU et qu'une révision ne peut porter que sur un seul point. Il ajoute qu'une remarque au sujet des immeubles remarquables a été faite sur le registre d'enquête publique de la modification n°1 et que le Commissaire enquêteur se prononcera à ce sujet.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide :**

➤ **de prescrire** la révision simplifiée du PLU conformément aux dispositions de l'article L 123-13 du code de l'Urbanisme ;

➤ **pour mener à bien** la concertation prévue à l'article L 300-2 du code de l'Urbanisme, d'informer les habitants de Scy-Chazelles, les associations locales et les autres personnes concernées par l'ouverture d'un registre en mairie pour y consigner les observations, l'information par voie de presse, affichage, site Internet de la commune...

➤ **que la révision** simplifiée donnera lieu à un examen des personnes publiques associées mentionnées à l'article L 123-9.

➤ **de prévoir** les crédits nécessaires afférents à cette révision au budget communal.

Adopté par 16 voix pour et 2 abstentions (M. QUINIO et CORTINA)

#### 4) OBJET : MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET URBAIN PARTENARIAL

##### Rapporteur : Monsieur BRABLE

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 332-11-3 et suivants et R332-25-1 et suivants du code de l'urbanisme,

Vu le projet de convention relatif au projet urbain partenarial,

Monsieur BRABLÉ précise que dans le cadre du projet d'aménagement d'un ensemble immobilier de 65 unités d'habitations répartis en 3 collectifs (51 appartements) et 14 maisons groupées, il a été décidé avec l'aménageur de signer une convention appelée Projet Urbain Partenarial.

Il rappelle en quelques mots en quoi cela consiste :

*Le projet urbain partenarial (PUP) est une nouvelle forme de participation au financement des équipements publics. Il a été créé par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 (art. 43). Le PUP repose sur une initiative privée pour réaliser une opération privée qui peut cependant avoir un enjeu et un intérêt communaux.*

*Le PUP permet aux propriétaires de terrains, aménageurs ou constructeurs concernés par une ou plusieurs opérations d'aménagement ou de construction, de signer une convention avec les communes, fixant le programme des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins de cette opération, ainsi que les conditions de leur prise en charge.*

La commission d'urbanisme, en accord avec les aménageurs, propose à l'assemblée de mettre à la charge du promoteur la construction d'un bâtiment de 200 m<sup>2</sup> à usage des associations. Le coût total de l'équipement à réaliser s'élève à 220 000 € HT (dont assurance dommage ouvrage, bureau de contrôle, maîtrise d'œuvre, coordonnateur SPS, frais de publicité, frais de reprographie) en déduction duquel vient la somme de 10 000 € représentant la valeur du terrain non bâti viabilisé sur lequel sera érigé le bâtiment.

M. BRABLÉ précise les principales dispositions de ce projet de convention telle qu'elle pourrait être signée. Il rappelle que celle-ci était jointe en annexe du document de travail. Par ailleurs, la convention PUP exonérera le signataire de taxe locale d'équipement (TLE) pendant une durée de 5 ans.

M. QUINIO regrette de n'avoir pas été associé aux négociations et d'avoir parfois été prévenu trop tardivement.

M. BRABLE explique que le calendrier de chacune des parties étant très chargé, il a été difficile de conjuguer les emplois de temps de chacun. Il estime que la convention a été rédigée en application des textes de loi.

Monsieur CORTINA trouve surprenant que l'on signe cette convention alors même que la modification du PLU ouvrant cette zone à l'urbanisation n'a pas encore été approuvée.

Monsieur BRABLÉ explique que le PUP doit effectivement porter sur une zone urbaine et que c'est le cas actuellement. Et que si la modification n°1 du PLU n'est pas approuvée, la convention ne s'appliquera pas puisque le permis de construire ne sera pas accordé.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

##### **décide**

- **de mettre en œuvre** la procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme,

- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer une convention de projet urbain partenarial sur le périmètre du permis de construire déposé par la société EIFFAGE IMMOBILIER GRAND EST ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération. L'exonération de TLE sera de 5 années.

- **d'autoriser** le Maire à signer l'acte de vente du terrain destiné à la construction d'un bâtiment.

Adopté par 17 voix pour et 1 abstention (M. CORTINA)

## 5) OBJET : RAVALEMENT DES FAÇADES – DECISION A INTERVENIR

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe que si les pollutions, les intempéries ou la simple usure temporelle altèrent les façades des immeubles, les communes disposent d'un cadre législatif pour tenter de remédier à ces désordres.

En l'occurrence, sous le bénéfice des dispositions de l'article L 132-1 du code de la construction et de l'habitation, qui précisent que « les façades des immeubles doivent être constamment tenues en bon état de propreté », le Maire peut enjoindre les propriétaires d'effectuer les travaux nécessaires afin, notamment, de promouvoir la qualité architecturale des communes.

La procédure ne concerne pas toutes les communes mais celles qui sont inscrites sur une liste établie par chaque préfet de département. La rédaction de cette liste est réalisée sur proposition ou après avis conforme des conseils municipaux concernés.

La commune qui souhaite donc étendre l'obligation de ravalement aux contours de son territoire géographique devra prendre une délibération initiale tendant à demander à la préfecture compétente son inscription sur la liste départementale des villes pouvant prescrire l'opération.

Cette délibération est alors suivie d'un arrêté préfectoral, impératif, en l'absence duquel la commune n'est pas autorisée à prescrire les travaux de ravalement et encore moins la procédure d'injonction.

***Monsieur le Maire précise que cette délibération a été prise en date du 19 juin 2006 et que la commune a été inscrite sur la liste des communes dans lesquelles les articles L 132-1 à L 132-5 du code de la construction et de l'habitation, relatifs au ravalement des immeubles sont applicables par arrêté préfectoral n°06-DRCLAJ/3-013 en date du 11 septembre 2006.***

***Toutefois, il précise que cette décision n'a jamais été suivie d'effet à l'époque et qu'il souhaite aujourd'hui que la commune réactive cette action.***

Il précise la procédure à suivre :

Le Conseil Municipal aura à prendre une délibération décidant le lancement de la campagne de travaux. Cet acte devra préciser les secteurs et les immeubles concernés, les travaux envisagés.

Dès lors, le Maire pourra prescrire les travaux et exclure, le cas échéant certains immeubles de la campagne de rénovation urbaine. De la même manière, la nature des aménagements ou le choix des matériaux à utiliser (notamment en concertation avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du département) pourront être indiqués. De cela, chaque propriétaire est personnellement avisé par une notification individuelle.

Le propriétaire dispose d'un délai de 6 mois, suite à l'injonction du maire, pour entreprendre les travaux de ravalement.

Si le propriétaire est récalcitrant à entreprendre les travaux, le maire peut le contraindre par arrêté municipal. Ce document, afin qu'il soit opposable à l'intéressé, devra lui être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Il devra contenir un délai dans lequel le propriétaire aura obligation d'exécuter les travaux, sans pour autant que celui-ci ne soit supérieur à une année.

De la même façon, cette procédure est également valable lorsque les travaux ont été entrepris dans les 6 mois de l'injonction mais ne sont pas terminés dans l'année qui suit.

Cette obligation est assortie d'une sanction lorsqu'elle n'est pas exécutée. Le propriétaire qui n'exécute pas les travaux de ravalement dans le délai imparti est passible d'une amende de 3 750 €, portée à 7 500 € en cas de récidive.

Outre la constatation de l'infraction, le maire peut faire exécuter d'office, après autorisation formelle du tribunal de grande instance territorialement compétent, les travaux nécessaires. Concrètement, la commune devra mandater une entreprise pour réaliser le ravalement, faire l'avance de la dépense, puis obtenir amiablement ou judiciairement le remboursement par le propriétaire.

Les immeubles concernés par les travaux de ravalement :

Les dispositions de l'article L 132-1 alinéa 2 du code de la construction et de l'habitation exigent que les travaux portant sur les façades soient effectués au moins une fois tous les 10 ans.

Toutefois, cette obligation n'affecte que les immeubles privés, de sorte que les propriétés publiques bâties n'y sont aucunement assujetties.

La décision de l'autorité municipale de prescrire les travaux n'obéit à aucune autre condition que le respect de ce délai décennal entre deux ravalements.

En conséquence, la mesure, sans être discriminatoire, peut s'appliquer à un immeuble d'une rue sans qu'elle le soit pour un bâtiment voisin, quand bien même ce dernier serait en mauvais état.

Nonobstant cela, le pouvoir discrétionnaire du Maire doit s'affranchir de toute forme de discrimination. A cet effet, le juge administratif considère que l'arrêté du maire doit nécessairement tenir compte de l'état de l'édifice et de son environnement.

La nature des travaux :

Les travaux de ravalement consistent en la remise en état, non seulement des murs extérieurs des immeubles ayant façade sur le domaine public mais également de tous les dispositifs agrémentant le bâtiment. Cela inclut, en l'occurrence, tous dispositifs de fermetures (ex : portes, fenêtres, volets, grilles etc.) tous ouvrages de protection (ex : garde-corps ou balcons), tous accessoires extérieurs (auvents, marquises, lanternes etc.), tous dispositifs d'évacuation des eaux pluviales (ex : gouttières, descentes d'eau, chéneaux) ainsi que les toitures, les doublets des toitures ou encore les souches de cheminées.

De la même manière, les travaux de ravalement peuvent être amenés à devoir respecter certaines prescriptions qualitatives (ex : tons, couleurs ou types de matériaux à utiliser).

Le Maire ne saurait toutefois dépasser les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions contenues dans le règlement du PLU, d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur des secteurs sauvegardés (PSMV) ou encore d'une ZPPAUP. En cas de conflit de réglementation entre ces différentes normes, la moins permissive devra s'appliquer.

En toute hypothèse, et avant d'engager les travaux, le propriétaire devra les déclarer.

Lorsqu'ils ne portent pas sur un édifice classé ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ces travaux de ravalement sont exemptés de permis de construire.

Si elles ne font pas l'objet d'une telle demande, ces réfections seront, en application des dispositions de l'article R 421-17 du code de l'urbanisme, soumises au régime de la déclaration, pourvu qu'elles n'incluent pas de modifications de façades ou d'adjonctions de bâtiment.

En soumettant ces rénovations à la déclaration de travaux, le législateur a entendu accorder aux communes le pouvoir de contrôler, en amont, la conformité au titre des règles d'urbanisme existant sur le territoire de la collectivité.

Madame DILLER demande sur quels critères on va juger l'état des façades.

Monsieur NAVROT est favorable à cette décision dans l'intérêt architectural et esthétique du village. Toutefois, il pense que les immeubles désignés devront tenir compte de la situation financière des propriétaires qui n'auront pas forcément les moyens de respecter la décision de la commune.

M. le Maire précise qu'il n'est pas question de faire appliquer cette réglementation en force mais de gérer avec tact et mesure l'application de celle-ci.

Madame PALUCCI précise que des aides existent en pareil cas et que la commune pourrait accompagner les propriétaires concernés dans leurs démarches afin d'alléger la charge financière. Une subvention de la Fondation du Patrimoine peut être obtenue pour certains immeubles.

M. NAVROT propose que la commune participe financièrement pour les propriétaires les plus en difficultés.

Monsieur NICOLAY pense qu'il ne faut pas créer de discrimination entre les habitants.

M. QUINIO souhaiterait une aide symbolique.

M. NAVROT y est favorable.

Mme DILLER estime que les propriétaires qui ont acheté leur résidence il y a plusieurs années, à un moment où le marché de l'immobilier n'était pas aussi élevé, n'ont pas forcément les moyens pour entreprendre des travaux. De plus, elle estime cette démarche très impopulaire.

Monsieur le Maire propose d'accepter le principe afin de mettre en route le processus. Il précise que la commission d'urbanisme devra se réunir afin d'étudier les immeubles qui pourraient être concernés en fonction de critères qui seront définis après discussion mais aussi afin d'étudier les aides qui pourraient être apportées aux propriétaires concernés. Le choix des immeubles concernés sera fait avec concertation.

M. CORTINA pense que les critères des façades qui seront établis risquent d'être subjectifs.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

➤ **confirme** la volonté de la commune de lutter contre l'impact négatif de certaines façades dégradées sur la qualité urbanistique de la commune,

Cette action s'inscrira ainsi dans une politique de valorisation du paysage urbain, qui se doit d'être accueillant pour les habitants et les visiteurs. L'impact d'un patrimoine architectural bien entretenu, mis en valeur, revitalise en priorité le quartier traité et son voisinage immédiat mais aussi la commune toute entière.

➤ **décide** de prendre une délibération décidant le lancement de la campagne de travaux, lors d'un prochain conseil, après avoir étudié les secteurs et les immeubles concernés, les travaux envisagés.

Adopté par 15 voix pour, 2 voix contre (M. CORTINA et Mme DILLER) et 1 abstention (Mme FLORI)

## 6) OBJET : JURY CRIMINEL 2012

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

En vue de dresser la liste préparatoire de la liste annuelle, la commune doit tirer au sort publiquement, à partir de la liste électorale, un nombre de noms triple de celui fixé à l'article 2 de l'arrêté du 19 avril 2011 soit 6 noms.

Comme Pour la formation en 2011 de la liste du jury criminel pour l'année 2012, le nombre de jurés est fixé dans le département de la Moselle à 801. Ce nombre est réparti par commune ou communes regroupées proportionnellement au tableau officiel de la population : commune de Scy-Chazelles : 2 jurés.

Comme les années précédentes, il est procédé publiquement au tirage au sort de 6 noms à partir de la liste électorale en vue de la formation du jury criminel pour l'année 2012.

M. BECK Joseph	6 rue de la Passerine	SCY-CHAZELLES
M. LAKTAF Abderrahim	79 rue Alfred Pichon	"
Melle BERGER Rubis	39 Voie de la Liberté	"
M. MOOG Denis	1 impasse des Vergers	"
M. GUILLARD Christophe	5B rue de la Cheneau	"
M. HANSER Jean Marie	8 chemin des Mages	"

## 7) OBJET : RESULTAT APPEL D'OFFRES

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée que lors de la réunion du 1<sup>er</sup> février dernier, les membres présents s'étaient déclarés favorables à une coupure de l'éclairage public sur Scy-Chazelles pendant une période déterminée de la nuit. Il est demandé qu'un dossier soit néanmoins déposé.

Suite à cette décision, un appel d'offres a été lancé, car pour parvenir à l'aboutissement de ce projet, il convient de procéder au remplacement des « Pulsadis » par des horloges dans les armoires de commande des installations d'éclairage public.

7 entreprises ont répondu et une s'est excusée de ne pouvoir donner suite.

N° d'ordre	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC	Observations
1	FORCLUM	8 690	10 393,24	
2	UEM	7 791,46	9 318,59	
3	SOCOM	7 136,80	8 535,61	
4	ETDE TAESCH	11 070 10 300 9 640	13 239,72 12 318,80 11 529,44	
5	RIANI	8 932	10 682,67	

Après étude des offres remises, la commission d'appel d'offres réunie le 27 juin 2011 propose à l'Assemblée de retenir l'Usine d'Electricité de Metz pour un coût de 9 318.59 € TTC et 5 ans de garantie du matériel, la société SOCOM moins disante d'environ 800 € n'ayant pas communiqué sur la garantie du matériel alors que les critères de sélection avaient été inscrits dans l'appel d'offres.

Mr QUINIO demande si une subvention a déjà été demandée au Conseil Régional.

Mme PALUCCI précise qu'elle a pris contact avec le service concerné et que la commune n'est pas éligible.

Il est demandé qu'un dossier soit quand même déposé.

Mme MULLER, DGS, précise que cela fera l'objet d'un point précis à l'ordre du jour d'un prochain conseil.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **entérine** la proposition de la commission d'appel d'offres.

❖ **autorise** le Maire à signer le marché et les avenants à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

## 8) OBJET : CHANGEMENT DU PARC INFORMATIQUE AUX ECOLES

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY explique que dans le cadre de la communication des résultats de l'appel d'offres relatif au remplacement du parc informatique des écoles, une erreur est survenue dans le tableau des résultats alors communiqués.

En ce qui concerne l'entreprise retenue, il a été inscrit la somme de 10 383.42 € TTC. Il ne s'agissait que de l'offre concernant l'école Bernard Rabas. A cela s'ajoutait une somme de 1 024.90 € pour l'école Sous les Vignes et 1 394.14 € pour l'école Arc en Ciel.

Il aurait donc fallu lire une somme totale HT de 10 704.38 € soit 12 802.44 € TTC.

Monsieur NICOLAY précise toutefois que cela ne modifie en rien les critères d'attribution, la société INGEDUS.COM restant nettement moins disante.

Monsieur NICOLAY demande à l'Assemblée de bien vouloir confirmer la décision prise en conseil municipal en date du 26 avril dernier en attribuant le marché à la société INGEDUS

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,



**confirme** la proposition de la commission d'appel d'offres prise en conseil municipal du 26 avril dernier.

Adopté à l'unanimité.

## 9) OBJET: DELIBERATION BUDGETAIRE MODIFICATIVE

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée du besoin d'imputer une somme de 2 000 € en sus des 11 000 € déjà prévus au budget primitif à l'opération n°24 : Parc Informatique écoles, article 2183 afin de régulariser le dépassement de crédit.

Il propose de transférer cette somme du compte 022 dépenses imprévues au compte 2183 Opération 24.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à procéder au transfert de la somme de 2000 € du compte 022 au compte 2183 op.24.

Adopté à l'unanimité.

## 10) OBJET: ACHATS TERRAINS – SUCCESSION EMBRY

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe l'Assemblée que suite aux recherches effectuées par le notaire lors de la rédaction de l'acte de vente des terrains EMBRY (DCM du 8 février dernier), il est apparu que la parcelle cadastrée en section 1 n°289 d'une contenance de 25 a 38 ca appartenait déjà à la commune aux termes d'une vente par les consorts BOURY du 29 avril 1998 bien qu'elle figure encore enregistrée au cadastre au nom de monsieur EMBRY.

A la demande de Maître ROTH, le cadastre a procédé à la mise à jour du relevé de propriété et la parcelle cadastrée en section 1 n°289 figure désormais comme étant propriété de la commune de Scy-Chazelles.

Après avoir joint les héritiers, le prix a été revu à 5 100 €.

Il convient donc de prendre une délibération qui annule la précédente et qui précise les 3 modifications suivantes :

- Retrait de la parcelle sise en section 1 n°289 de la vente
- Correction de la contenance de la parcelle sise en section 1 n°29 à 14 a 34 au lieu de 14 a 39
- Fixation du prix à 5 100 € au lieu de 7 000 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ❖ **décide** le retrait de la parcelle n°289 section 1
- ❖ **modifie** la contenance de la parcelle sise en section 1 n°29 qui passe de 14 a 39 à 14 a 34
- ❖ **fixe** le prix de vente à 5 100 €
- ❖ **autorise** le maire à signer l'acte

Adopté à l'unanimité.

## 11) OBJET : ACTION EN JUSTICE – DESIGNATION D'UN AVOCAT POUR DEFENDRE LES INTERETS DE LA COMUNE – G2A DEVELOPPEMENT

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil d'un recours en annulation déposé par la société G2A Développement devant le tribunal Administratif de Strasbourg relatif à l'achat par la commune du terrain de Réseaux ferrés de France Voie de la Liberté.

La société G2A demande l'annulation des délibérations du conseil municipal en date du 8 février et 29 mars derniers ainsi que de la décision de rejet du recours gracieux formé à l'encontre de la délibération du 8 février dernier.

La société G2A conteste la validité de notre droit de priorité.

Monsieur le Maire propose de confier cette affaire à Maître DOLLÉ qui défend la commune dans d'autres affaires.

M. CORTINA demande à Monsieur le Maire qu'un point soit fait en Conseil Municipal sur les actions en cours.

Monsieur le Maire précise que trois dossiers sont encore en cours :

- ❖ L'affaire NEYHOUSER (problème de rémunération lors du recensement de la population),
- ❖ M.WOYGNET (engagé contre le POS de 2001) et
- ❖ M. BOMBARDIER (cette affaire n'est toujours pas réglée bien que la commune ait accédé aux demandes de M. BOMBARDIER).

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de confier à Maître DOLLE la défense des intérêts de la Commune devant le Tribunal Administratif dans le recours de G2A Développement.

Adopté à l'unanimité.

## 12) OBJET : ANIMATIONS ESTIVALES – EMBAUCHE D'ANIMATEURS OCCASIONNELS

**Rapporteur : Madame GAUGIN**

Mme GAUGIN demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer sur la rémunération des animateurs recrutés par contrat pour la période estivale. Elle propose de reconduire les tarifs de l'an passé.

Elle rappelle que cette année, les animations se dérouleront du 4 au 29 juillet.

Les horaires de travail sont les suivants :  
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h à 18 h.

### **Animateur BAFA**

50€ brut/j  
Indemnité de camping extérieur : 25 € brut/j.  
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
Indemnité pour la journée de préparation : 50 € brut  
Indemnité de diplôme secourisme : 3 € brut/j

### **Stagiaire BAFA**

40€ brut/j  
Indemnité de camping extérieur : 25 € brut/j.  
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
Indemnité pour la journée de préparation : 40 € brut  
Indemnité de diplôme secourisme : 3 € brut/j

### **Sans diplôme BAFA**

30€ brut/j  
Indemnité de camping extérieur : 25 € brut/j.  
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
Indemnité pour la journée de préparation : 30 € brut  
Indemnité de diplôme secourisme : 3 € brut/j

Madame GAUGIN précise que cette année deux personnes ont été embauchées et qu'elles possèdent toutes les deux le BAFA.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de reconduire les rémunérations comme mentionnées ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

### **13) OBJET : REPAS PRIS PAR LES ENFANTS EN CLASSE DE SOUTIEN**

**Rapporteur : Madame GAUGIN**

Madame GAUGIN fait part au Conseil de la mise en place par l'Education Nationale d'une semaine de soutien du 4 au 8 juillet prochain pour quelques enfants scolarisés en primaire.

Les heures de classes seront identiques à celles de l'année scolaire et certains parents ont demandés à pouvoir exceptionnellement bénéficier de la cantine qui sera ouverte pour les animations estivales.

Mme GAUGIN propose de facturer à ces utilisateurs le tarif de la tranche horaire de 11 h 30 à 13 h 30 de l'accueil périscolaire (repas compris) soit 7.08 €.

Elle précise toutefois, que la totalité des enfants des animations estivales se rend toute la journée à la piscine de Boulay le vendredi et que par conséquent le service de cantine ne fonctionnera pas ce jour.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- o **accepte** d'accueillir ces enfants à la cantine des animations estivales
- o **décide** de fixer le prix du repas et de la garde à 7, 08 € par jour.

Adopté à l'unanimité.

### **14) OBJET : PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe le Conseil de l'embauche en mairie au poste d'adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe de Mme HENRY Geneviève afin de renforcer l'équipe administrative.

Il rappelle que l'effectif des CAE est fortement en baisse du fait du non renouvellement des contrats par l'Etat ce qui impliquera forcément à moyen terme l'embauche de personnels supplémentaires aux services techniques ou à l'accueil périscolaire. Dans ce cas, on est tenu à un quota d'animateurs en fonction du nombre d'enfants, embauches qu'on ne pourra éviter ou repousser pour les raisons de sécurité que l'on imagine.

Il informe également le Conseil que Melle SZUMIGALSKI a réussi l'examen professionnel d'adjoint du patrimoine 1<sup>ère</sup> classe. Elle sera nommée à ce poste après d'inscription au tableau annuel d'avancement établi après avis de la Commission Administrative Paritaire qui se réunira en septembre.

<i>GRADE</i>	<i>Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs</i>	<i>Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs</i>	<i>Nbre d'agents en fonction</i>
Directeur Général des services	1	1	1
Attaché	1	1	0
Adjoint Administratif 1 <sup>ère</sup> classe	2	2	2
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	4	4	3
Brigadier	1	1	1
Agent de Maîtrise Principal	1	1	1
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Adjoint technique 1 <sup>ère</sup> classe	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe	3	3	2
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 31h30	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 20 h	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 10 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 15 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 23 h	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe non titulaire emploi occasionnel	4	4	2
Adjoint du patrimoine 1 <sup>ère</sup> classe	0	1	0
Adjoint du Patrimoine 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Animateur	1	1	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	4	4	2
Agent spécialisé 1 <sup>ère</sup> cl. des écoles maternelles	3	3	3
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	11	6	2
	44	40	28

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de modifier le tableau des effectifs comme indiqué ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

## 15) OBJET: DROIT DE PREEMPTION URBAIN

### Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 3 n°181	28 Voie de la Lib erté
Terrain bâti	section 3 n°119	41 Voie de la Liber té
Terrain bâti	section 9 n°357/73 et 413/73	102 Voie de la Liberté
Terrain bâti	section 2, n°90 -93 et 94	1 impasse des Vergers
Terrain bâti	section 1 n°368/275 - 375 et 376/273	4 rue de Crimée/14 rue St Vincent
Terrain bâti	section 1 n°381/92	8 rue du Saint Q uentin
Terrain bâti	section 1 n°348/239	9 rue du Saint Quentin
Terrain bâti	section 1 n°108	11 Voie de la Liber té
Terrain bâti	section 9 n°332/27	13 rue En Prille

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour le bien cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

## 16) OBJET: GrDF – COMPTE RENDU ANNUEL D'ACTIVITE 2010

### Rapporteur : Monsieur DHIOS

Comme chaque année, la commune reçoit le compte rendu de l'activité exercée par le distributeur GrDF sur la concession de Scy-Chazelles.

### Rappel :

Le contrat de concession a été renouvelé en 1998 pour une durée de 25 ans.

### Quelques chiffres marquants en 2010 :

- longueur de réseaux MPB : 14 327 m
- nombre de clients gaz : 964
- redevance de fonctionnement R1 encaissée en 2010 : 1425 €
- redevance d'occupation du domaine public : 494 €
- n°dépannage : 0 800 47 33 33
- N°raccordement et accueil 09 69 36 35 34 (sur site et les échos)
- Valeur nette du patrimoine concédé : 662 111 €
- Appels de tiers pour sécurité gaz : 10 dont 1 pour ODG, 7 pour dépannage et 2 pour autres motifs de sécurité

### Développement durable avec le gaz naturel

- émission de CO2 inférieures de 25 % à 50 % par rapport au fioul et charbon
- oxydes azote NOx inférieurs aux autres combustibles
- soufre et particules quasi nulles

Le document ne traite que les questions d'ordre qualitatif et quantitatif de la distribution du gaz naturel sur la concession.

Les contrats de fourniture du gaz sont garantis par les tarifs dits « régulés » auprès de GDF.

Vous y trouverez également une documentation relative au « gaz naturel au cœur de l'habitat basse consommation », sujet d'actualité...

Pour plus de détails sur les résultats, le document est consultable en mairie.

## 17) OBJET: REMBOURSEMENT DE SINISTRE

### Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe l'assemblée que notre assurance vient de faire parvenir en mairie un chèque d'un montant de 221.95 € suite au sinistre vol survenu aux ateliers municipaux le 27 décembre 2010 déduction faite de la franchise.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à procéder à l'encaissement du chèque.

Adopté à l'unanimité

## 18) OBJET : DIVERS

### Rapporteur : Monsieur le Maire

#### **a) Médaille de bronze**

Monsieur le Maire informe l'Assemblée de la superbe médaille de bronze décrochée par Gaby GORIA, ATSEM, aux championnats du monde de quilles. Le Conseil Municipal félicite la championne.

**b) Baisse des effectifs aux écoles maternelles**

Monsieur le Maire fait part de son inquiétude quant à la baisse des effectifs des écoles maternelles et au devenir de l'école Sous les Vignes.

Monsieur QUINIO demande que l'on se rapproche de Batigère afin de savoir si l'attribution des logements sur Scy-Chazelles se fait en priorité pour des familles avec enfants. Mme MAHIEU, qui assiste à ces commissions, précise que c'est effectivement le cas pour une grande majorité des dossiers.

Mme DILLER demande ce qu'il advient de la classe du RASED et demande si la motion votée en conseil municipal du 26 avril a bien été transmise.

M. le Maire répond que la motion a été transmise mais que l'Inspection Académique n'a pas désiré donner suite.

**c) Don de l'Association des Amitiés sigéo-castelloises**

Une somme de 1 500 € a été offerte à la commune par l'Association des Amitiés sigéo-castelloises afin de participer à l'achat du matériel informatique des écoles. Il rappelle que cette association utilise chaque semaine ce matériel dans le cadre de leur section d'informatique.

Le Conseil remercie ce geste des Amitiés sigéo-castelloises.

**d) Feux de la Saint Jean**

Monsieur NICOLAY informe du succès des feux de Saint Jean organisé par l'Amicale du personnel municipal et félicite les bénévoles pour cette manifestation qui s'est terminée tard dans la nuit. De nombreuses personnes étaient présentes et une bonne ambiance fut au rendez-vous grâce à un feu accompagné d'un feu d'artifice et un disc-jockey qui a su plaire à la foule.

SCY-CHAZELLES, le 4 juillet 2011

La secrétaire  
Suzanne FLORI

le Maire  
Jacques STRAUB